

Déclaration de la CGT

Manuels scolaires et théorie du genre : lutter contre les lobbies réactionnaires

La CGT exige du gouvernement de ne pas céder aux revendications réactionnaires de certaines associations, relayées par 80 députés UMP, qui visent à faire retirer les manuels scolaires de SVT (Science de la Vie et de la Terre) de classe de 1^{er} sous prétexte que la théorie du genre n'y a pas sa place.

Cette théorie, datant des années 1970, affirme que, si le sexe homme ou femme est défini biologiquement, l'identité sexuelle, c'est-à-dire la masculinité et la féminité, est aussi une construction socioculturelle.

Les récentes déclarations tendent à faire l'amalgame entre orientation sexuelle et identité de genre ce qui est bien méconnaître cette question.

En effet, les lesbiennes, gays et bisexuel-le-s ne se posent pas forcément de question d'identité et les trans peuvent être hétérosexuel-le-s, lesbiennes, gays ou bisexuel-le-s.

Les allégations de ces lobbies qui prétendent que cette question n'est pas à l'ordre du jour des programmes scolaires ne cachent que des relents de sexisme, d'homophobie, de transphobie et la volonté de refuser la diversité de la société actuelle.

La CGT rappelle que le rôle de l'Ecole est de permettre une réelle émancipation de l'ensemble des jeunes en leur présentant notamment cette diversité, en luttant contre les stéréotypes et contre l'ensemble des discriminations.

La CGT rappelle que les discriminations LGBTphobes (Lesbiennes, Gays, Bi, Trans) sont encore trop nombreuses et qu'elles impactent fortement certains jeunes : ainsi, le taux de suicide chez les jeunes homosexuels et transgenres est beaucoup plus important que chez les adolescents hétérosexuels.

La lutte contre les discriminations LGBTphobes est aussi du ressort du monde éducatif.

Le ministère ne doit pas se contenter d'une lutte de façade et d'affichage. Il doit maintenant mettre ses paroles et ses actes en adéquation. La création d'un Conseil scientifique contre les discriminations en avril dernier, auquel la Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture (FERC) CGT avait demandé à participer (et dont l'organisation est toujours sans nouvelle), ne doit pas dédouaner le gouvernement des autres actions dans cette optique.

La CGT demande donc au gouvernement de prendre ses responsabilités face à cette polémique sur les manuels scolaires et de mettre en œuvre des actions réelles pour lutter contre les discriminations sexistes et LGBTphobes.

Montreuil, le 1^{er} septembre 2011